



# Encadrement de la contribution prévue par le décret n°2022-1249 du 21 septembre 2022 relatif au déploiement d'infrastructures collectives de recharge relevant du réseau public de distribution dans les immeubles collectifs et sur la régulation incitative du délai de raccordement de ces infrastructures

*Date de la contribution : 03/03/2023*

## Introduction

non

## Détermination de la puissance demandée du branchement individuel

**Question 1 :** Avez-vous des observations sur les modalités de détermination de la puissance demandée ?

non

**Question 2 :** Considérez-vous opportun de demander aux gestionnaires de réseaux de mettre en place un nouveau palier technique d'une puissance inférieure à 9 kVA ?

Oui

Enedis étant amené à intervenir dans des copropriétés où il y a moins de capacité financière, il semblerait pertinent de proposer un ou des paliers techniques inférieurs pour les copropriétaires ne souhaitant pas installer de borne mais simplement une green up (prise renforcée à 3,7kVA). Un palier à 6kVA serait utile.

Cela éviterait par ailleurs au réseau de réserver de la puissance dont le client final n'aurait pas l'utilité.

## Définition de la puissance de raccordement de l'infrastructure collective

**Question 3 :** Etes-vous favorable à la proposition d'Enedis de retenir un coefficient de foisonnement de 0,4 entre véhicules électriques ? Comment considérez-vous l'application de coefficients décroissants en fonction du nombre d'emplacements ?

Nous sommes favorables à l'application de coefficients décroissants en fonction du nombre d'emplacements avec des niveaux paliers pour les mêmes motifs que ceux présentés par la CRE.

Si on prend les données actuelles d'habitudes de recharge (Enquête comportementale auprès des possesseurs de véhicules électriques, Enedis, Octobre 2022), on constate que :

- 1 utilisateur sur 2 recharge son VE au moins 2 ou 3 fois par semaine (31% 2 à 3 fois par semaine, seulement 19% plus de 2 à 3 fois), le reste le rechargeant une fois par semaine ou moins
- plus des 2/3 des utilisateurs rechargent lorsque la batterie est entre 20 et 60% (dont batterie 20-40% -> 40% des utilisateurs) ->



l'utilisation pourrait être ici d'une durée moyenne à normale mais pas longue

-> en plus de ces habitudes de recharge, le télé-travail, les outils de planification de recharge + des HC différenciées selon les offres tarifaire des différents fournisseurs devraient permettre d'étaler la recharge et donc la puissance soutirée à un instant T

## Définition des seuils plancher et plafond de la quote part

**Question 4 :** Etes-vous favorable à la méthode de détermination des seuils plancher et plafond proposée à ce stade par la CRE ? En particulier, êtes-vous favorable à la fixation d'un plafond unique ou considérez-vous opportun de dissocier les seuils plafond en fonction de la nature du parking (intérieur ou extérieur), quitte à adopter des méthodes de fixation différentes ?

Le plafond unique nous semble idéal pour favoriser et faciliter l'installation de bornes de recharge dans tous types de bâtiments sans distinction du type de parking (intérieur ou extérieur) et donc favoriser le développement du véhicule électrique.

Les solutions proposées actuellement pour les parking extérieurs sont rares et coûteuses et il semble pertinent qu'une entreprise à mission de service public puisse proposer un tarif unique peu importe la situation du parking.

Il serait néanmoins intéressant de suivre dans quelle mesure la mise en place de ce tarif unique n'incite pas systématiquement :

- les copropriétés avec parking extérieures à passer par Enedis,
- les copropriétés avec parking intérieurs à passer par des opérateurs privés,

faisant ainsi peser des coûts conséquents sur Enedis sans rééquilibrage possible avec les seuils plancher. Il serait intéressant de convenir d'un poids maximum du coût des parkings extérieurs dans les travaux annuels côté Enedis au-dessus duquel la solution deviendrait trop coûteuse pour le gestionnaire de réseau, aurait un impact trop conséquent sur la collectivité et nécessiterait donc une **réévaluation**.

**Question 5 :** Que pensez-vous des niveaux indicatifs des seuils obtenus ? Lequel des deux scénarios envisagés vous paraît le plus adapté ?

Le scénario 2 nous semble offrir un meilleur équilibre des coûts et davantage d'égalité.

**Question 6 :** Que pensez-vous de la majoration de ces seuils pour prendre en compte les écarts de coûts entre Enedis et les autres GRD ?

La majoration de 10% nous paraît disproportionnée sachant qu'Enedis est le gestionnaire de réseau de 95% du territoire vs les ELD 5%.

La majoration est une bonne idée pour maintenir une péréquation tarifaire néanmoins elle pourrait être calculée sur un prorata (% client Enedis / % clients ELD) pour être plus juste et plus proche de la réalité du coût supplémentaire à un niveau macro

**Question 7 :** Etes-vous favorable au traitement des travaux annexes en présence d'amiante proposé par la CRE ?

Oui



## Évolution future des seuils plancher et plafond

**Question 8 :** Partagez-vous la nécessité d'un suivi régulier et spécifique des colonnes horizontales déployées par les gestionnaires de réseaux ?

Oui notamment afin de revoir et réévaluer les seuils plafond et plancher en fonction des évolutions techniques et technologiques qui pourraient réduire les coûts de travaux mais aussi en fonction de la répartition des travaux parking extérieurs/intérieurs entre Enedis et les opérateurs privés afin de s'assurer d'un juste équilibre des coûts côté Enedis.

## Introduction d'indemnités en cas de retard sur les délais de raccordement

**Question 9 :** Etes-vous favorable à la proposition de la CRE d'introduire des indemnités similaires à celles prévues pour la solution préfinancée pour les autres solutions de raccordement des IRVE au sein d'immeubles collectifs à usage principal d'habitation ?

oui

## Remarques générales

**Question 10 :** Avez-vous d'autres remarques sur les principes présentés dans cette consultation publique ?

Une première remarque liée à la question précédente et de manière plus globale au coût du branchement individuel. Nous comprenons que l'engagement des délais de 6 mois concerne uniquement le raccordement collectif. Qu'en est-il sur la partie individuelle et une contrainte temporelle propre aux raccordements individuels dans le cas du dispositif de colonne horizontale existe-t-elle ?

Dans l'hypothèse où une demande de branchement individuel survient au même moment d'une demande de branchement collectif (pour un même lieu), nous pensons qu'il serait bénéfique d'intégrer le délai de branchement individuel dans le délai des 6 mois de raccordement. Cela présenterait un double avantage :

- pour le client final : cela lui donnera une visibilité temporelle sur la mise en place de son compteur
- pour Enedis : mutualiser le déplacement des techniciens Enedis qui pourraient grouper l'installation des branchements individuels avec les travaux collectifs (sachant que la première mise en service ne nécessite plus de déplacement de technicien)

Concernant le coût de ce branchement individuel, même si celui-ci est "précisé dans les barèmes de facturation des opérations de raccordement des GRD, approuvés par la CRE", il mériterait d'être communiqué plus clairement afin de faciliter l'accès à cette information pour les copropriétaires.

Nous avons une seconde remarque concernant la mise à disposition des informations sur les copropriétés équipées ou en cours d'équipement d'un dispositif de colonne horizontale ? Cette information sera-t-elle communiquée et si oui, comment ?

Liste des pièces jointes à la contribution :

Réponses consultation CRE\_colonnes horizontales\_022023.pdf